



OBSERVATOIRE DE LA TURQUIE ET DE SON ENVIRONNEMENT GÉOPOLITIQUE

UN CONFLIT PATRONAL ET SES ENJEUX CULTURELS : LA BOURGEOISIE LAÏQUE VERSUS LA BOURGEOISIE ISLAMIQUE EN TURQUIE

PAR DILEK YANKAYA

Docteur en science politique

Chercheuse en sciences sociales/consultante en stratégie

7 mai 2012

UN CONFLIT PATRONAL ET SES ENJEUX CULTURELS : LA BOURGEOISIE LAÏQUE VERSUS LA BOURGEOISIE ISLAMIQUE EN TURQUIE

Par Dilek Yankaya¹ / *Docteur en science politique. Chercheuse en sciences sociales et consultante en stratégie.*

En Turquie, une nouvelle bourgeoisie domine la politique et les médias, les marchés et les espaces de loisir. Elle est connue comme la bourgeoisie de l'AKP (Parti de la Justice et du Développement) parce qu'elle a commencé à s'imposer sur le marché par ses entreprises florissantes grâce au pouvoir de l'AKP et dans l'espace public par ses orientations politiques et ses goûts esthétiques depuis les années 2000. C'est aussi une bourgeoisie islamique car elle se rend visible par un consumérisme islamisé : des femmes voilées par des foulards de grandes marques occidentales et qui conduisent des 4x4, des défilés de mode voilée, de la décoration intérieure des villas de luxe inspirée de l'époque ottomane ou de la Mecque, des résidences de vacances à cinq étoiles où la ségrégation des sexes sur les plages légitime les bains de mer.

Dans un pays majoritairement musulman, émerge ainsi un nouveau principe de division qui modifie la configuration de l'espace public. Tout a désormais sa version « islamique » : la société civile, la littérature, la musique, les médias, les feuilletons, les sites internet, l'entreprise, le capital, l'architecture, les vacances, les défilés de mode, les robes de mariées... tout peut être « islamique ».

« Islamique » devient ainsi distinct de « musulman » et s'adjoint à tout pour marquer une nouvelle manière d'être. L'islam devient donc ostentatoire et fait polémique dans la République laïque. Les nouvelles modalités islamiques pour dépenser la richesse deviennent un problème d'identité nationale. Les hommes politiques, les sociologues, les chroniqueurs, les intellectuels « islamiques » et « laïques » sont invités à des débats télévisés pour « expliquer » ce phénomène inédit, pour lui donner un sens. L'islam est discuté dans le cadre de la relation de l'homme à la richesse et la bourgeoisie islamique est examinée dans ses rapports avec la laïcité. Pour les uns il s'agit d'une « absurdité capitaliste » et pour

¹ dilekyankaya@yahoo.com. Ce texte est tiré de la thèse soutenue le 8 mars 2011 à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris et en cours de publication : *La nouvelle bourgeoisie islamique : le modèle turc*, PUF, 2012.

d'autres de la « réalité de notre pays ». Il s'agit peut-être plutôt d'une première rencontre de bourgeois novices avec la modernité consumériste, le capitalisme global et le pouvoir.

Au cœur de ces débats, il y a le MÜSİAD (Association des industriels et des hommes d'affaires indépendants), association patronale dont le « MÜ » de l'acronyme a été toujours interprété comme le « mü » du mot musulman, avec méfiance par les laïques et avec fierté par les islamistes.² Le MÜSİAD a été mis au centre des polémiques. Les propos d'Erol Yarar, le président fondateur de l'association, en témoignent. Il a ainsi déclaré, en juillet 2009 à propos des quelques deux mille patrons de PME adhérents au MÜSİAD : *« Il ne s'agit pas d'une nouvelle bourgeoisie, mais d'une bourgeoisie authentique... Nous sommes les vrais bourgeois. Contrairement à la bourgeoisie de la République, elle provient du capital anatolien qui, comme les bourgeoisies en Occident, s'est développée naturellement... Le TÜSİAD³ est une bourgeoisie qui s'est nourrie de l'Etat et qui a ses racines à l'étranger. Le MÜSİAD prend ses racines dans le pays. C'est la vraie bourgeoisie... Le TÜSİAD est le passé, le MÜSİAD est l'avenir. »*⁴

Cette association patronale islamique est fondée en 1990 à Istanbul par une élite économique en lien fort avec le mouvement islamique. Elle rassemble aujourd'hui plus de 3000 chefs d'entreprises qui interviennent dans tous les secteurs économiques, qui produisent 15% du revenu national et emploient plus de 1 200 000 salariés. Elles sont fortement intégrées dans le système économique international grâce aux échanges commerciaux avec l'Europe, l'Asie centrale, le Moyen-Orient et le Maghreb. Constitué plutôt des PME qui sont implantées majoritairement dans les provinces anatoliennes, le MÜSİAD se présente comme le principal concurrent associatif du TÜSİAD qui représente les 500 plus grandes entreprises du pays implantées principalement à Istanbul.

²Le « mü » représente « müstakil » qui signifie indépendant. C'est le mot ancien et d'origine arabe pour dire indépendant en turc. Un autre mot utilisé dans la langue moderne est « bağımsız ». Le choix du mot par les fondateurs de l'association n'est effectivement pas neutre. L'utilisation des versions ottomanes d'origine arabe (langue du Coran) des mots pour lesquels il existe aussi des versions modernes en turc représente un rattachement aux traditions, une valorisation de la civilisation islamique par différence avec l'occidentalisation et une valorisation de l'époque de l'Empire ottoman à l'opposé de l'époque républicaine caractérisée par une modernisation occidentale qui inclut également une purification de la langue turque des influences de l'arabe. Même si le « mü » était interprété en rapport avec la religion musulmane (le mot musulman se traduit par müslüman en turc), les fondateurs ont choisi le mot « müstakil » pour montrer qu'ils n'avaient pas honte de leur religion...

³Le TÜSİAD (Association des industriels et des hommes d'affaires turcs) est fondé en 1971 à Istanbul par les douze patrons des plus grands conglomérats industriels du pays. C'est la première des associations patronales créée en dehors de la structure corporatiste sous forme d'association civile à but non lucratif.

⁴Haber 7, 20 juillet 2009.

C'est donc un conflit patronal entre deux bourgeoisies : la grande bourgeoisie qui est en place dans les métropoles depuis les années 1940 et qui portait l'économie et dominait le champ patronal jusqu'aux années 2000 versus la nouvelle bourgeoisie islamique constitué des patrons de PME en effervescence depuis les années 1980 et qui la dépossède de sa position hégémonique. Le conflit d'intérêt ne peut être dissocié des enjeux culturels, de l'éthique, des modes de sociabilité, de solidarité.⁵ La communauté du MÜSİAD rassemble des entrepreneurs musulmans pieux et s'organise autour d'une conception islamique de l'éthique du travail, caractéristique qu'ils s'approprient comme signe de distinction vis-à-vis des autres acteurs économiques, surtout du grand patronat du TÜSİAD considéré comme trop occidentalisé et rentier. Le MÜSİAD apparaît donc comme le nouveau groupe d'élites porteuses d'un capital culturel et d'un esprit du travail fortement imprégnés par l'islam et propose ainsi un modèle de changement social différent de celui de la modernisation occidentaliste adopté avec la fondation de la République de Turquie en 1923.

Cet article retrace l'histoire socio-politique du conflit patronal entre les deux bourgeoisies et il met en évidence l'influence constituante de la bourgeoisie du TÜSİAD dans la formation économique et symbolique de la bourgeoisie du MÜSİAD. Les enjeux clientélistes des années 1990 seront analysés en tant qu'éléments formateurs de la nouvelle bourgeoisie islamique. L'émancipation politique, économique et culturelle de cette dernière conduira en conclusion à son intégration dans les structures de pouvoir et son positionnement vis-à-vis des enjeux culturels du changement en Turquie.

L'engagement des contre-élites islamistes dans le champ patronal

L'origine de la formation socio-politique et morale de la bourgeoisie islamique contemporaine en Turquie remonte à la mobilisation collective par les contre-élites islamistes dans les années 1980 pour faire avancer leurs intérêts et promouvoir un changement social en valorisant leur rapport revendicatif à l'islam qui formait leur particularité vis-à-vis des élites laïques de Turquie. La contraction des espaces de politisation produite par le coup d'Etat du 12 septembre 1980, l'ouverture économique introduite pour remplacer la politique d'industrialisation de substitution des importations et la gouvernance clientéliste de Turgut Özal, ont formé les changements majeurs de l'époque. L'intégration

⁵Thompson, Edward P., *La formation de la classe ouvrière anglaise*, Paris, Gallimard/Seuil, 1988, p. vi.

des entreprises turques dans le marché mondial, la décentralisation industrielle en Anatolie et l'avènement du système de production flexible ont généré une dynamisation importante dans le secteur des PME : ainsi s'est créé un nouveau groupe d'entreprises dénommées les « *tigres anatoliens* ». Situés dans les provinces anatoliennes, ils témoignaient d'un dynamisme exceptionnel, d'une grande flexibilité d'organisation, d'un grand intérêt pour la modernisation et pour l'adoption des nouvelles technologies, d'un fort esprit d'entreprise enfin.

Dans les années 1980, les hommes d'affaires ayant des affinités et des affiliations islamiques se sont rassemblés à Istanbul grâce au capital islamique pour créer de solides niches de marché. Le groupe fonctionnait en faveur des intérêts particuliers de ces entrepreneurs qui exerçaient à Istanbul. Ce groupe ne prétendait aucunement représenter les intérêts du « *capital anatolien* » ni ceux des PME comme ce sera le cas du MÜSIAD. Au contraire, sa stratégie consistait à emprunter des circuits clientélistes, islamiques ou personnels, à l'époque des gouvernements de T. Özal. Même s'il s'agissait d'une action revendicative en faveur du groupe, les stratégies étaient plutôt centrées sur la capacité individuelle des entrepreneurs d'accéder à l'élite gouvernementale. De ce fait, il s'agissait d'une initiative de réactivation du capital social islamique en faveur d'intérêts particuliers.

En 1990, ce groupe d'intérêt islamique stambouliote s'est engagée en vue d'institutionnaliser son initiative sous forme d'une association patronale. Alors que leur convergence d'intérêt provenait, au-delà de leur condition de PME dans le marché, de leur partage du capital islamique et puisque la laïcité interdisait toute référence à l'islam dans les noms et les objectifs d'association, ils ont privilégié la convergence de position économique objective comme dénominateur commun. La contre-élite islamiste s'est ainsi organisée plus comme un groupe socioprofessionnel. Un fondateur raconte ainsi leurs premières réunions :

« En 1990, les amis, Tayyip Erdoğan en tête, ont dit : 'vous vous réunissez comme ça, mais ça n'a pas de nom'. Nous nous sommes rassemblés et nous avons commencé à chercher à nous rendre visibles. Certains n'ont pas pu s'engager avec nous car ils étaient médecins ou avocats et non pas commerçants ou entrepreneurs... Nous étions cinq. Nous avons assez de connaissances dans le milieu. Nous avons plutôt de petites entreprises. Nous avons formé un cercle de cinquante personnes. Ensuite, cent personnes. Et on a atteint cinq cents personnes après quelques dîners. On ne pouvait

*même pas en rêver. Nous avons bloqué chacun, une somme de l'ordre de mille dollars pour l'association, au nom de trois d'entre nous à titre de précaution, comme autocontrôle... Nous avons tous des vies professionnelles. Il nous fallait un cadre qui s'occuperait de l'organisation. ».*⁶

Vers la fin de la décennie de la libéralisation économique, les pionniers de ce rassemblement, douze hommes d'affaires, ont fondé le MÜSİAD le 5 mai 1990 à Istanbul. A une exception, ces hommes d'affaires étaient patrons de PME travaillant dans divers secteurs, comme l'industrie, la construction, les services et les professions libérales.

Le MÜSİAD est né de la volonté d'un groupe d'entrepreneurs pour donner une présence publique à leur regroupement. Les entrepreneurs pionniers ont cherché, selon la belle formule de M. Offerlé, à rassembler « les intéressés et les rendre intéressés à leurs intérêts »⁷. La mobilisation de contre-élite est issue d'une aspiration au changement. « *Je disais que la Turquie devait changer. On a dit qu'il fallait entreprendre quelque chose et ensuite on a rassemblé un groupe.* » disait un fondateur pour expliquer leur initiative. C'est dans ce processus de mobilisation sociale, matérielle et symbolique que se cristallise la volonté de la bourgeoisie islamique pour la reconnaissance et pour le pouvoir.

Pour les groupes en ascension sociale, la disponibilité et la mobilisation des ressources qui augmentent la capacité d'organisation constituent une condition préalable pour la réalisation des ambitions de changement.⁸ La fondation du MÜSİAD est le cas par excellence de la mobilisation des ressources⁹ dans le cadre du champ patronal. D'abord, une caisse collective est créée pour les coûts des réunions, pour louer une maison utilisée comme espace de rassemblement. Le capital islamique est mobilisé pour créer du capital social afin d'élargir le groupe de départ et pour nouer des liens avec les élites, pour leur demander des conseils, du soutien social et politique. Les fondateurs ont mentionné les noms d'Aydın Bolak, İsmail Kahraman, Ali Coşkun, Fethullah Gülen, Necmettin Erbakan parmi les personnalités qu'ils ont contactées : des figures importantes engagées dans le mouvement

⁶Ces citations sont extraites des entretiens effectués à Istanbul, Sakarya, Konya, Kayseri et Antalya en 2007 avec 68 fondateurs et membres du MÜSİAD.

⁷Offerlé, Michel *Sociologie des groupes d'intérêt*, Paris, Montchrestien, 1994, 2^e éd., 1998, p. 44.

⁸Farro, Antimo L., *Les mouvements sociaux : diversité, action collective et globalisation*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2000, p. 67.

⁹Freeman, Jo, « Resource Mobilization and Strategy : A Model for Analyzing Social Movement Organization Actions », dans Zald, Mayer N., McCarthy, John D., *The Dynamics of Social Movements Resource Mobilization, Social Control and Tactics*, Massachusetts, Winthrop Publishers, 1979, p. 172-175.

islamiste et/ou se positionnant en faveur la droite conservatrice. La fondation du MÜSİAD provient donc de la mobilisation consensuelle de la contre-élite islamiste. L'initiative est islamiquement légitimée comme une étape dans la fondation d'une communauté économique respectant la morale islamique.

Un certain capital symbolique, concernant la position des entrepreneurs dans le champ professionnel, a également joué un rôle dans cette initiative. L'équipe fondatrice se constituait d'hommes d'affaires réputés dans le milieu des affaires d'Istanbul et en bons termes avec le gouvernement de T. Özal. Leur capital professionnel a été mobilisé pour faire valoir les expériences individuelles au niveau collectif en faisant circuler dans le groupe les expériences et les connaissances sur les marchés. Un élément moral attire par ailleurs l'attention en ce qui concerne cet engagement qui apparaît comme une véritable forme de dévouement lors de la fondation du MÜSİAD. Un fondateur parle de conviction, de combat quand il évoque de cette période. Pour lui, c'est une responsabilité publique, d'une mission morale, d'un combat sacré :

« [On a organisé des diners, des réunions.] Mais, on a vu qu'on n'était que vingt-cinq personnes. Certains de nos amis se sont démoralisés... On s'est ensuite dit que nous étions quelques-uns à y croire et à le faire quoi qu'il arrive. Combien de personnes notre Prophète avait-il à ses côtés ? C'est un combat. Quelqu'un prend le drapeau, il est suivi soit par dix personnes, soit par cent personnes. Nous en étions convaincus. Nous avons finalement décidé avec douze amis de fonder [le MÜSİAD]. »

L'initiative patronale s'attribue ainsi une symbolique de combat que les responsables de la mobilisation trouvent dans l'histoire de l'expansion de l'islam à partir de l'esprit guerrier du Prophète et de ses compagnons. La conviction quasi-religieuse en la justesse de cette mobilisation met en évidence l'engagement moral et l'activation du capital islamique au niveau symbolique de la fondation du MÜSİAD.

L'engagement dans l'espace public nécessite l'énonciation des intérêts communs et la prise de position par rapport aux autres acteurs. Les fondateurs du MÜSİAD ont annoncé que l'objectif de l'association était de faire avancer les intérêts des PME qui constituent « *le capital anatolien* », de représenter leurs besoins auprès des autorités publiques et d'élargir ainsi leur part de marché par rapport à la domination des grandes entreprises stambouliotes. Ils ont donc défini l'identité institutionnelle de l'association par celle de représentante des intérêts des PME. En effet, excepté un signataire, tous les fondateurs du MÜSİAD étaient des

patrons de PME et cette définition a conduit d'ailleurs à l'exclusion de certains professionnels parce qu'ils n'étaient pas eux-mêmes des patrons de PME.

Dans l'histoire économique nationale, les PME ont constamment été marginalisées en ce qui concerne les politiques de distribution des bénéfices, des privilèges, des allocations d'investissement et des subventions qui favorisaient les grandes entreprises stambouliotes.¹⁰

Bien que le secteur de PME ait fait des progrès dans les années 1980, il manquait d'instance de représentation nationale en raison des limites du corporatisme étatique des chambres de commerce et d'industrie et du *pluralisme élitiste* du TÜSIAD qui régulaient le champ patronal en Turquie. Ce dernier et le TOBB (Union des chambres et des bourses de Turquie) se sont montrés incapables de promouvoir les intérêts des PME dans le développement économique national. Par ailleurs, les PME étaient fortement divisées au niveau régional et éparpillées sur le sol national. Ces faits empêchaient l'émergence d'une conscience collective. Donc, les patrons des PME constituaient un groupe socioprofessionnel mobilisable, mais incapable de s'organiser en groupe d'intérêt et de se représenter collectivement. C'est ce qu'a réussi la contre-élite islamiste. Pour légitimer ses aspirations à plus de pouvoir économique et d'influence politique, elle s'est autoproclamée porte-parole des intérêts socio-économiques des industriels et des commerçants de petite et moyenne taille. Ce faisant, elle se positionnait contre l'élite économique depuis longtemps établie du TÜSIAD.

Le positionnement contre le TÜSIAD

Toute initiative collective passe par un processus de présentation de celle-ci dans le groupe potentiellement intéressé. La nouvelle association patronale se positionnait par rapport à deux agents principaux du champ patronal turc : le TOBB et le TÜSIAD¹¹. Les chambres de commerce ont été accusées de « *ne rien faire et de n'être que le champ de bataille des partis politiques* » et le TÜSIAD a été critiqué comme « *un club d'élites fermé* ».

Effectivement, les chambres de commerce et d'industrie, fondées par l'Etat et organisées et administrées par l'union centrale TOBB situé à Ankara, étaient moins une instance de

¹⁰Une étude conduite au début des années 1990 par la Chambre de commerce d'Istanbul démontre que 90% des PME n'ont jamais bénéficié d'aide. Buğra, Ayşe, « Class, Culture, and State: an analysis of interest representation by two Turkish business associations », *International Journal of Middle Eastern Studies*, 1998, vol. 30, p. 523-524.

¹¹Il existe aussi une troisième organisation d'hommes d'affaires : le TİSK (Confédération des syndicats des employeurs de Turquie). Il ne sera pas accordé une attention particulière au TİSK dans le cadre de cette étude car elle n'est pas citée par les enquêtés comme un des acteurs principaux de la compétition patronale

représentation qu'un instrument de contrôle étatique sur la communauté d'affaires.¹² En plus de la méfiance face au fonctionnement des chambres de commerce, la contre-élite fondatrice du MÜSİAD a surtout pris comme point de référence le TÜSİAD pour se définir, se nommer et se positionner. Un fondateur parle ainsi de ce positionnement : *« On nous a dit qu'il y avait déjà les chambres de commerce et qu'il y avait le TÜSİAD, à quoi donc servirait le MÜSİAD ? Le TÜSİAD ne nous a pas acceptés, il avait un réseau fermé. Peut-être aussi ne pouvions-nous pas y entrer compte tenu de leur vision du monde. En fait, le MÜSİAD a fait une très bonne chose après le TÜSİAD : il a grand ouvert la porte au capital anatolien. »*

Les fondateurs du MÜSİAD justifient leur initiative en opposition avec le TÜSİAD. Néanmoins, il faut constater qu'au moment de la fondation du MÜSİAD, le TÜSİAD avait accompli une double fonction. D'une part, il était le modèle de la réussite organisationnelle à imiter parce qu'il était perçu par ceux-ci comme ayant initié une évolution dans le corporatisme étatique qui jadis structurait le champ de la représentation des groupes d'intérêts privés en faveur d'un pluralisme de la représentation d'intérêts divers. Il était le modèle aussi parce qu'il avait consolidé un statut public et qu'il disposait d'une grande influence auprès des pouvoirs politiques.

Un des fondateurs représente une critique de l'élitisme du TÜSİAD et de sa politique d'adhésion qui exclut les commerçants et industriels de petites et moyennes tailles résidant dans les provinces anatoliennes. C'est sur cette critique que le MÜSİAD s'est légitimé comme le représentant de ces PME : *« Le TÜSİAD, c'est comme des clubs de ville formé par les élites de la ville... Tout le monde ne peut pas y entrer ; même si vous avez de l'argent, on ne vous acceptera pas. Ses membres sont très puissants au niveau économique et politique. Quand on a fondé le MÜSİAD en 1990, il n'y avait personne d'autre pour représenter les hommes d'affaires en Turquie. Et, nous ne croyons pas que [les membres du TÜSİAD] soient indépendants. Nous nous sommes fondés de manière indépendante, sans attachement à aucun parti ou à aucune identité politique. »*

La critique du TÜSİAD chez les fondateurs du MÜSİAD dessine les contours de la définition symbolique de l'identité institutionnelle de ce dernier. L'image d'un « ennemi » dominant fonctionne comme un symbole unificateur dans la construction de l'identité collective.¹³ La

¹²Buğra, Ayşe, *State and Business in Turkey*, Albany, State University of New York Press, 1994 ; Heper, Metin, « The State and Interest Groups With Special Reference to Turkey », dans Heper, Metin (éd.), *Strong State and Economic Interest Groups : The Post-1980 Turkish Experience*, Berlin, Walter De Gruyter, 1991, p. 16.

¹³Zdravomyslova, Elena, « Opportunities and framing in the transition to democracy : the case of Russia », dans McAdam, Doug, McCarthy John D. et Mayer N. Zald (éd.), *Comparative Perspectives on Social Movements*, New York, Cambridge University Press, 1996, p. 124-126.

présentation du MÜSİAD fait référence à un travail d'encadrement symbolique démocratique. La prétention de ses fondateurs vise à satisfaire le besoin de faire face à la domination et à l'élitisme du TÜSİAD. C'est donc la mise en forme de la position contestataire des nouvelles élites économiques vis-à-vis de la domination des élites établies et une réaction vis-à-vis de la fermeture de la structure patronale aux nouveaux arrivés.

Fondé en 1971 à Istanbul par douze entrepreneurs qui se trouvaient à la tête des plus grands conglomérats industriels du pays, le TÜSİAD rassemble les plus grandes et plus anciennes entreprises de la Turquie. Riche en capital financier et en capital organisationnel, politiquement influent, il était par contre faible en capital symbolique aux yeux de la communauté économique nationale. Il existait, et existe toujours, une méfiance des PME en général et des PME anatoliennes en particulier, par rapport au TÜSİAD. Les PME tout autant que les nouvelles grandes entreprises exclues du TÜSİAD faute de capital économique et de capital social se sentaient marginalisées par l'élitisme de cette association et ne se reconnaissaient ni au niveau économique ni au niveau politique dans cette dernière. Les hommes d'affaires affiliés au TÜSİAD étaient perçus comme privilégiés par l'Etat et l'association comme un groupe favorisé. C'est pour cela que les fondateurs du MÜSİAD ambitionnent de se définir comme indépendants de tout attachement politique et étatique. Cette ambition de distinction se manifeste aussi dans le nom du MÜSİAD. Le nom de l'organisation fait partie de l'encadrement symbolique identitaire¹⁴ et est donc important dans le positionnement de l'association. Le *M* dans le sigle MÜSİAD signifie *müstakil* qui veut dire indépendant. La référence à l'indépendance vise à se distancier de la grande bourgeoisie du TÜSİAD. Elle cherche au contraire à correspondre au fait que les PME se sont développées par leurs propres moyens, indépendamment de ces privilèges. La critique de l'hégémonie patronale du TÜSİAD révèle une symbolique démocratique que prétendait porter l'engagement à la fondation du MÜSİAD en faveur du peuple.

Chez les fondateurs et les membres du MÜSİAD apparaît ainsi une conscience collective du « nous » qui les distingue du TÜSİAD. Cette opposition fondatrice est l'identité communément partagée par la communauté du MÜSİAD. Les membres ont comparé leur association avec le TÜSİAD et l'ont qualifiée de « *mouvement anatolien* », « *démocratique* », « *proche de la société* », « *concerné réellement par leurs problèmes et demandes* ».

¹⁴*Ibid.*, p. 127.

Cette symbolique a contribué à créer un consensus parmi les groupes économiques exclus du TÜSİAD malgré leurs divergences d'intérêts. Le MÜSİAD réunit des entrepreneurs de tous les secteurs : la construction, l'industrie automobile, l'industrie textile, l'industrie des produits chimiques, la métallurgie et les mines, l'imprimerie-emballage-publicité, les technologies de l'information, le secteur de l'énergie, le secteur de l'alimentation et des services. Ces entreprises ont des niveaux d'intégration différents dans les marchés national et international et elles sont de taille différente : la plupart sont des PME, mais il y a également quelques entreprises de grande taille. Malgré cette diversité, ils se définissent surtout en opposition avec les grandes entreprises et avec le TÜSİAD. Ce positionnement conflictuel qui remet en question l'hégémonie de ce dernier a donc aidé les fondateurs du MÜSİAD à assurer l'engagement collectif des entrepreneurs au niveau national. Cette cohésion se manifeste et se reproduit sur l'identité du « *capital anatolien* ».

Représenter le capital anatolien : sur les traces de l'islam politique

Ce n'est pas un hasard si le MÜSİAD a commencé s'étendre au niveau national à partir de la ville de Konya en 1993, ville où Necmettin Erbakan, leader emblématique de l'islam politique turc, a candidaté et été élu pour la première fois en tant que député indépendant aux élections législatives de 1969. La mobilisation locale à Konya s'est effectuée dans les milieux pieux, conservateurs et partisans ou sympathisants du mouvement du *Milli Görüş* fondé par N. Erbakan. Les fondateurs locaux avaient un passé d'engagement politique dans le Milli Selamet Partisi (MSP – Parti du Salut National) dans les années 1970, dans le Parti de la Mère Patrie (ANAP – Anavatan Partisi) dans les années 1980 et dans le Parti de la Providence (RP – Refah Partisi) au début des années 1990. C'est aussi le cas à Sakarya, Izmir, Antalya, Kayseri et dans plusieurs autres villes. L'organisation locale du MÜSİAD se faisait donc par la mobilisation des élites économiques islamiques locales.

L'organisation nationale s'est développée sur la représentation des intérêts des PME anatoliennes. L'identité collective du groupe prétendument représenté s'est construite sur un méta-groupe social - « *capital anatolien* » - qui correspondait au peuple dans l'imaginaire social de ces entrepreneurs. Les mots clés qui investissent symboliquement l'identité institutionnelle du MÜSİAD sont le *peuple anatolien* et les *gens d'en bas* en opposition économique et sociale avec le TÜSİAD. C'est un travail politique d'affirmation de ce que « nous sommes » et de dénégation ce que « nous ne sommes pas ». La distinction revient à

dire : « Nous sommes le peuple et nous ne sommes pas l'élite », « Nous sommes le capital anatolien et nous n'adhérons pas à l'élitisme du capital d'Istanbul ».

La notion de « capital anatolien », au-delà d'un référent géographique, relève du principe de division économique, sociale et culturelle entre la métropole Istanbul, suivie d'autres comme Izmir et Ankara d'une part et les provinces en Anatolie de l'autre avec en tête les centres de développement industriels comme Konya, Kayseri, Denizli de l'autre. Concernant le déséquilibre régional relatif à la distribution du capital économique, la différence de capital culturel entre les grandes villes et les provinces s'est aussi symboliquement imposée de manière à justifier l'autorité légitime et la supériorité culturelle de l'élite politique et administrative urbaine vis-à-vis de l'ignorance générale et de l'infériorité culturelle du peuple supposées en province. La sécularisation didactique¹⁵, la laïcisation autoritaire¹⁶, la modernisation positiviste et l'occidentalisation schématique en contradiction des traditions et de la culture populaire et islamique de l'Anatolie ont renforcé le dualisme culturel entre l'habitus occidentalisé des élites des métropoles et l'habitus anatolien des provinces. Le terme « *capital anatolien* » est devenu un terme-métaphore sociologique qui représente ce dernier.

Aujourd'hui, vu l'industrialisation de l'Anatolie, plus qu'une réalité objective, c'est une prise de position politique. Se proclamant le représentant du « capital anatolien », le MÜSİAD se positionne en faveur de l'habitus anatolien et vise à enraciner cette mobilisation dans les groupes qui considèrent relever du capital anatolien.

Historiquement, les commerçants et industriels anatoliens ont été pour la première fois dénommés comme étant « le capital anatolien » dans le champ politique par Necmettin Erbakan. Le fondateur du mouvement du *Milli Görüş*, lors de son engagement dans le champ politique en tant que candidat indépendant aux élections législatives de 1969, avait soutenu ce groupe d'entrepreneurs en conflit d'intérêt avec les grandes entreprises d'Istanbul :

« Le mécanisme économique favorise les commerçants des grandes villes et le commerçant anatolien se sent orphelin. La part du lion des quotas d'importations va dans les mains des commerçants de trois ou quatre grandes villes. Les dépôts du peuple anatolien dans les banques anatoliennes sont donnés en prêt aux commerçants des grandes villes. Le TOB fonctionne comme l'instrument d'une minorité comprador et

¹⁵Gellner, Ernest, *Muslim Society*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981, p. 68.

¹⁶Luizard, Pierre-Jean, *Laïcités autoritaires en terre d'Islam*, Paris, Fayard, 2008.

maçonnique... C'est pourquoi, on a d'abord voulu intégrer le conseil d'administration et mettre le TOB au service des commerçants et industriels d'Anatolie. »¹⁷

Vingt ans après, la contre-élite islamiste fondatrice du MÜSİAD a reproduit le même positionnement pour se distinguer du TÜSİAD tant sur le plan économique que sur le plan socioculturel. N. Erbakan redéfinissait le conflit économique entre les métropoles et les provinces comme un dualisme culturel et moral. Les fondateurs ont utilisé la même dichotomie socioculturelle en présentant deux habitus différents et conflictuels : « *L'identité conservatrice est un facteur essentiel dans l'élargissement rapide du MÜSİAD. Le TÜSİAD ne peut pas grandir. Son style de vie et ses discours occidentaux, son intégration avec l'Occident sans tenir compte des valeurs nationales, le refus de porter l'identité conservatrice... En Turquie, ce ne peut pas être un modèle.* » A la différence du TÜSİAD qui, selon ce fondateur, s'éloigne des valeurs nationales et de l'identité islamique conservatrice, le MÜSİAD est proposé comme le représentant de l'ensemble des valeurs nationales et islamiques du peuple turc.¹⁸

L'énonciation symbolique de l'identité du MÜSİAD définit le conflit patronal comme une opposition socioculturelle. La compétition se présente désormais entre les PME et les grandes entreprises, entre le capital anatolien et le capital stambouliote, entre le peuple et l'élite, et par là-même entre les valeurs islamiques et la modernisation occidentaliste. Cette compétition socioculturelle et politique entre la bourgeoisie laïque établie et la nouvelle bourgeoisie islamique se manifeste par la rivalité entre le MÜSİAD et le TÜSİAD dans le champ patronal. Ce dernier étant le champ d'enjeux clientélistes, la nouvelle bourgeoisie islamique défie donc l'assise clientéliste du TÜSİAD.

(En)Jeux du clientélisme

En 1990, lorsque le MÜSİAD est entré dans la scène publique, les coalitions clientélistes principales étaient déjà établies, voire structurées. Le TOBB était proche du Parti de la Voie Juste (DYP – Doğru Yol Partisi). Le TÜSİAD avait de bonnes relations avec l'ANAP, depuis le transfert de la direction du parti de T. Özal à Mesut Yılmaz.¹⁹ Nouvellement fondé, le MÜSİAD était en bons rapports avec T. Özal pendant ses dernières années en tant que chef

¹⁷Cem, Ismail, *Türkiye Üzerine* [A propos de Turquie], Istanbul, Cem Yayınevi, 1970, p. 57.

¹⁸Keyman, Fuat, Koyuncu, Berrin, « Globalization, Alternative Modernities and the Political Economy of Turkey », *Review of International Political Economy*, February 2005, vol. 12, no. 1, p. 105-128.

¹⁹Haluk, Alkan, Uğur, Aydın, « Türkiye'de İşadamları-devlet İlişkileri Perspektifinden MÜSİAD » [Le MÜSİAD, de la perspective des relations entre l'Etat et les hommes d'affaires], *Toplum ve Bilim*, été 2000, no. 85, p. 147.

d'Etat. « *Özal voyait le MÜSİAD comme la base sociale principale sur laquelle il appuierait son réengagemement politique.* » a dit un fondateur. La fondation de l'association a correspondu à un moment important dans la vie politique de T. Özal. Il cherchait un ancrage dans le champ patronal pour équilibrer le poids des coalitions entre le DYP et le TOBB et entre l'ANAP et le TÜSİAD. Le MÜSİAD a alors offert à T. Özal l'appui patronal qu'il cherchait. Un industriel de Sakarya dira : « *C'était Özal qui a fait fonder le MÜSİAD* ». Les affinités personnelles entre les fondateurs de l'association et T. Özal ainsi que le favoritisme islamique des années 1980 renforcent cette hypothèse.

T. Özal a publiquement parrainé le MÜSİAD. Ses membres l'ont accompagné dans son déplacement en Asie Centrale. Il a participé aux dîners de ramadan organisés par l'association et a assisté à l'inauguration de branches provinciales. Cette alliance a duré jusqu'à 1993, l'année du décès de T. Özal et a ainsi assuré une légitimité importante au MÜSİAD lors de sa fondation auprès des autres organisations patronales et des opportunités d'enrichissement pour ses membres.

L'association maintenait de relations neutres avec les partis politiques de l'époque. Il est intéressant de constater que le MÜSİAD n'a pas cherché à se faire parrainer par le Parti de la Providence (RP) malgré les affinités organisationnelles, idéologiques et personnelles : le RP avait une position marginale au début des années 1990 et, en tant que parti islamiste dont les prédécesseurs avaient été interdits, il restait à la merci de l'*establishment* laïque. Ce n'était donc pas un ancrage stable et sûr pour le MÜSİAD qui cherchait à se consolider dans l'espace public. L'association ne voulait surtout pas mettre en cause sa légitimité et son autonomie en s'identifiant d'emblée avec un parti issu du *Milli Görüş* alors que le RP voulait la voir se proclamer publiquement en sa faveur.²⁰

Le MÜSİAD a donc adopté une stratégie politique évolutive qui a consisté à s'ouvrir aux coalitions flexibles et conjoncturelles avec différents acteurs politiques en fonction des changements des intérêts économiques du groupe et des circonstances politiques et économiques du pays. C'était aussi une stratégie prudente parce qu'elle visait à se garantir une place dans le champ patronal et dans celui des avantages économiques. C'est en référence à cette stratégie que les revendications d'autonomie et d'indépendance des fondateurs, symbolisées dans le nom de l'association, doivent être interprétées.

²⁰*Ibid.*, p. 148.

Le MÜSİAD cherchait par pragmatisme à se rapprocher surtout de l'élite gouvernementale. Au début des années 1990, c'était l'ANAP qui formait cette élite et il était allié avec le TÜSİAD. Dans un deuxième temps, les responsables du MÜSİAD ont essayé de se rapprocher du DYP qui était le deuxième plus grand parti de la décennie, mais celui-ci, en coopération avec le TOBB, n'a pas voulu un tel ralliement. En fait, le MÜSİAD n'était pas un allié très intéressant en raison de sa position moins assurée et de son pouvoir économique mineur par rapport aux deux autres organisations patronales. Les responsables ont alors essayé de se rapprocher individuellement des députés conservateurs pour se créer des canaux d'influence politique. Afin de nouer des liens organiques avec le gouvernement de l'ANAP, en 1993 le MÜSİAD a incité de grandes entreprises proches de ce parti comme Ekinciler et Cevahirler à le rejoindre.

Cependant, en 1994, les circonstances politiques ont considérablement changé pour l'association. « *Après la mort d'Özal, nous avons rompu avec le parti* », disait un fondateur et l'ancien président de la branche de Konya. Celle-ci s'est donc trouvée sans parrain politique et à l'écart des alliances clientélistes. Par ailleurs, aux élections locales du 27 mars 1994, le RP a l'emporté dans les grandes métropoles, Ankara et Istanbul et est ainsi devenu une importante source d'opportunité clientéliste. Cette nouvelle ouverture a donc conduit l'association à reconsidérer sa position par rapport au parti du *Milli Görüş* et à examiner l'hypothèse du RP comme allié politique.

Après la formation de la coalition gouvernementale REFAHYOL entre le DYP et le RP en 1994, ce dernier et l'association se sont rapprochés. Le DYP soutenu par le TOBB était dominant dans les décisions économiques. Afin de contrebalancer cette alliance, le RP avait besoin d'un appui dans le monde des affaires. Il cherchait un partenaire patronal pour soutenir son projet économique qui, s'inspirant de la morale islamique, restait incomplet et non réalisable. Le RP promouvait un système économique différent du marché libre qu'il dénommait *l'Ordre Juste*, programme économique du *Milli Görüş* depuis les années 1970. S'appuyant sur l'industrialisation massive, il donnait à l'Etat un important rôle de contrôle, de régulation et d'investissement. Il promettait un régime économique qui serait socialement juste et moralement justifié par sa conformité avec les valeurs de l'islam, dont l'interdiction de l'intérêt. Toutefois, ce projet était plus un discours idéologique qu'un programme. Pour compenser cette faiblesse, le parti a d'abord essayé de coopérer avec le

TÜSİAD. Cette tentative ayant échoué, le MÜSİAD est intervenu pour se proposer comme le partenaire patronal du RP. L'association espérait, en profitant de la faiblesse du parti, faire pression sur les politiques économiques en faveur de ses intérêts.²¹

Ce rapprochement a donné à l'association les moyens d'agir comme groupe de pression en faveur des intérêts des PME. Pour la première fois dans l'histoire de la Turquie, le gouvernement REFAHYOL a dénoncé l'injustice faite aux PME et les dommages créés à l'économie nationale.²² Le gouvernement a commencé à favoriser les PME dans le cadre de la privatisation des entreprises économiques publiques (KIT) et par des subventions étatiques. En Turquie, la privatisation des KIT et les encouragements aux entreprises privées dans le secteur de la défense furent les deux outils stratégiques par lesquels les gouvernements participèrent à la formation et l'enrichissement de groupes d'intérêt.²³ Les adhérents du MÜSİAD ont été privilégiés dans la distribution des avantages et la privatisation des KIT. Les membres de taille importante comme Kombassan et Kalyon, ont été prioritairement contactés lors des appels d'offre.²⁴ Dans le secteur de la défense, Kombassan Holding a obtenu une part importante des privatisations. Par ailleurs, les membres moins importants ont fondé une entreprise multiactionnaire, Yatırım Holding A.S., pour profiter du favoritisme des appels d'offre.

La coalition entre les deux organisations se manifesta aussi au niveau de la politique étrangère. Le MÜSİAD a soutenu publiquement le projet de D-8 du RP qui envisageait une structure de coopération politique internationale entre les pays musulmans²⁵. En retour, le gouvernement a promu les projets de l'association, comme le projet de l'Union cotonnière, projet d'union entre les pays musulmans du Moyen-Orient, de l'Asie centrale, du sud de l'Asie, ou le projet du Marché de Madina que l'association proposait comme substitut au programme de *l'Ordre Juste* qu'il estimait « gauchiste, interventionniste et trop

²¹Alkan, Haluk, Uğur, Aydın, « Türkiye'de İşadamları-devlet İlişkileri perspektifinden MÜSİAD », *Toplum ve Bilim*, été 2000, no. 85, p. 148-149.

²²Buğra, Ayşe, *op. cit.*, 1998, p. 537.

²³Alkan, Haluk, Uğur, Aydın, *op. cit.*, p. 151.

²⁴*Ibid.*, P. 152.

²⁵C'est une organisation intergouvernementale fondée en novembre 1996 à Istanbul avec l'adhésion de la Turquie, de l'Iran, du Pakistan, du Bangladesh, de la Malaisie, de l'Indonésie, de l'Égypte et du Nigéria pour promouvoir la coopération entre les pays musulmans en voie de développement.

théorique »²⁶. Leur projet promouvait une union économique en construisant un marché libre entre les pays musulmans sous le leadership de la Turquie. Le MÜSİAD proposait ces projets en vue de la création d'un bloc international musulman pour faire face à la domination économique occidentale.²⁷ Ces projets correspondaient aux politiques islamistes et tiers-mondistes du RP et, tout en assurant la rentabilisation du capital islamique dans le marché international, ils favorisaient la formation d'une bourgeoisie islamique. Cette dernière a commencé à accompagner les élites gouvernementales lors des voyages à l'étranger. Les membres du MÜSİAD ont signé des contrats d'affaires qui s'élevaient jusqu'à 800 millions de dollars lors des voyages dans les pays musulmans en 1996.²⁸

Le MÜSİAD consolidait ainsi sa place patronale tandis que la nouvelle bourgeoisie acquérait de la compétitivité par rapport à la grande bourgeoisie laïque. Bien que demeurées symboliques et ponctuelles, les tentatives de dialogue du TÛSİAD et du CHP (Parti Républicain du Peuple) avec l'association illustrent cette consolidation. Par ailleurs, les canaux clientélistes s'étaient ouverts à celle-ci, l'adhésion est devenue en soi une source de profit. Dans le contexte de clientélisme compétitif des années 1990, les appartenances communautaires et associatives ont joué un rôle déterminant dans la distribution des privilèges et des richesses. « *Il faut être quelque part* », disait un adhérent du MÜSİAD pour parler des motifs de son adhésion. Ainsi, une structure politique qui fournit aux entrepreneurs l'opportunité de rentabiliser leur appartenance islamique les a incités à adhérer à l'association ou à intégrer d'autres réseaux islamiques. A l'époque du pouvoir du REFAHYOL, entre 1996 et 1997, le nombre des membres était de 3000.²⁹ La stratégie évolutive a fini par épuiser la volonté d'indépendance du MÜSİAD car l'alliance avec le pouvoir était fort rentable.

Cependant, l'association a été considérée comme le financeur de l'islam politique en raison de son alliance avec le RP. Les relations clientélistes visibles avec le RP ont été un des facteurs qui ont provoqué l'intervention militaire du 28 février 1997. Cette dernière a été une tentative violente pour évacuer de l'espace public toutes les manifestations du capital

²⁶Alkan, Haluk, Uğur, Aydın, *op. cit.*, p. 148.

²⁷MÜSİAD, *Pamuk Birliđi* [Union cotonnière], Rapport no. 19, 1996, Istanbul, p. 4.

²⁸Bulut, Faik, *op. cit.*, 1997.

²⁹Öniş, Ziya, Türem, Umut, « Business, Globalisation and Democracy : A Comparative Analysis of Turkish Business Associations », *Turkish Studies*, 2001, vol. 2, no. 2, p. 100.

islamique. Elle a ainsi déclenché un processus de transformation dans le MÜSİAD et a donc été un tournant dans le développement de la bourgeoisie islamique.

La stigmatisation d'une bourgeoisie en ascension

Le 25 mai 1997, le procureur de la Cour de Sécurité de l'Etat à Ankara a demandé la dissolution des organisations du mouvement du *Milli Görüş*, parmi lesquelles il plaçait le MÜSİAD, accusées d'être des foyers d'activités réactionnaires islamistes et d'animosité contre Mustafa Kemal Atatürk.³⁰ Les relations clientélistes et les alliances idéologiques évidentes avec le RP ont entraîné la définition de l'association comme l'organisation économique du *Milli Görüş* qui finance le projet d'islamisation du pays en « *visant à abattre le régime républicain, démocratique, laïque et à établir l'ordre étatique sur les principes de la charia* », selon le procureur.

Le président de l'association, Erol Yazar a été accusé d'inciter le peuple à la haine en raison de son discours du 4 octobre 1997, lors duquel il avait qualifié d'« *initiative des infidèles* » la nouvelle loi augmentant la durée de l'éducation obligatoire à huit ans et imposant ainsi des restrictions sur les lycées imam-hatip (IHL).³¹ Il a été, avec les responsables du RP, traduit devant la Cour de sécurité de l'Etat et condamné à l'emprisonnement. E. Yazar n'a finalement pas été emprisonné mais il lui a été interdit de conserver ses responsabilités au sein de l'entreprise familiale.

Le MÜSİAD subissait le processus déclenché par l'ultimatum du Conseil national de sécurité (CNS) le 28 février 1997. Le CNS avait enjoint le Premier ministre N. Erbakan et son gouvernement du REFAHYOL à adopter des mesures à l'encontre des groupes radicaux engagés dans des activités menaçant la République laïque. Le procès intenté par la Cour constitutionnelle a obligé N. Erbakan à démissionner du gouvernement et lui a interdit, ainsi qu'à six autres dirigeants du RP, toute activité politique pour cinq ans. Le RP a été dissous le 16 janvier 1998.

³⁰*Radikal*, 18 mai 1999.

³¹Narlı, Nilüfer, « The rise of Islamist movement in Turkey », *Middle East Review of International Affairs*, September 1999, vol. 3, no. 3, p. 9.

Le processus du 28 février s'est approfondi et élargi à travers le suivi par le Groupe de travail occidental (GTO)³² des activités des personnes et des formations soupçonnées d'activités islamistes. En effet, ce processus avait pour objectif d'évincer les groupes pieux/islamiques/islamistes organisés dans l'espace public en les considérant comme la première source de menace pour l'Etat laïque et démocratique et l'ordre public. Dans une logique de purification laïciste et de reconstruction autoritaire de la société, le GTO a désigné dix-neuf journaux, vingt chaînes télévisées, cent dix revues, huit cents écoles, mille deux cents résidences pour étudiants et deux mille cinq cents associations et fondations comme foyers d'islamisme réactionnaire.³³

Les entreprises affiliées ont été placées sous contrôle politique et sous surveillance judiciaire.³⁴ La commission d'investigation a publié une liste des entreprises supposées soutenir financièrement les activités réactionnaires islamistes. Le rapport, distribué par la Présidence de l'état-major général à toutes les unités militaires, demandait par un ordre secret d'exclure ces entreprises des appels d'offres publics et militaires. Il a été ensuite publié dans des journaux. Ainsi la poursuite secrète de l'état-major général est devenue une campagne de dénonciation par l'appel public à ne pas commercer avec les entreprises, comme Kombassan, Ihlas, Asya, Ülker, Yimpaş, Beğendik et d'autres affiliées au MÜSİAD, qualifiées de « capital islamiste ».

Un de ses anciens présidents évoque l'impact du 28 février sur la communauté du MÜSİAD ainsi : « *Il y a eu des membres qui ont été économiquement affectés, comme ceux qui avaient des contrats avec l'Etat ou ceux qui avaient pris des crédits bancaires.* ». Les campagnes médiatiques et politiques de diffamation et les procès judiciaires ont causé une vague de désaffiliation : l'appartenance au MÜSİAD, qui procurait jusqu'alors des profits importants sous la gouvernance de T. Özal et sous le pouvoir du RP, était devenue un facteur préjudiciable dans le monde des affaires, nuisible aux intérêts des chefs d'entreprises,

³²(Batı Çalışma Grubu). C'est un organisme formé par le CSN pour vérifier la mise en œuvre des décisions du CSN. Responsable devant le Commandement des Forces Maritimes, le BÇG était chargé des enquêtes concernant les personnes et les organisations soupçonnées d'activités réactionnaires islamistes. Après avoir été institutionnalisé sous le gouvernement du premier ministre Mesut Yılmaz en 1999, le groupe s'est dissous quelques années plus tard.

³³Yavuz, Hakan, *Islamic Political Identity in Turkey*, Oxford, Oxford University Press, 2003, p. 246.

³⁴Öniş, Ziya, « Political Islam at the Crossroads: From Hegemony to Coexistence », *Contemporary Politics*, 2001, vol. 7, no. 4, p. 290.

surtout en ce qui concernait leurs rapports avec les banques et le secteur public. Le nombre de membres est alors passé de 2900 à 2300.

Pourtant, l'affinité avec le *Milli Görüş* qui a été médiatisée comme motif principal n'était pas l'unique raison de ces investigations. Les entreprises membres du MÜSİAD défiaient les équilibres économiques qui se reproduisaient jadis en faveur du grand patronat représenté par le TÜSİAD. Elles connaissaient une forte croissance économique et obtenaient une part croissante du marché des appels d'offres concernant la privatisation et l'approvisionnement du secteur de défense de l'Etat.

La nouvelle bourgeoisie islamique en période d'effervescence économique avait ainsi commencé à mettre en cause la reproduction de l'élite du pouvoir économique. Elle avait réellement commencé à défier économiquement les grandes entreprises. Les sociétés comme Yimpaş, Ihlas et Kombassan ainsi que le Consortium uni formé par les entreprises affiliées au MÜSİAD ont participé à l'appel d'offres concernant la privatisation de 25 entreprises de distribution et de 12 centrales électriques en 1997. Promettant un revenu de 4,2 milliards de dollars, il s'agissait de la plus grande opération de privatisation jamais réalisée jusque-là en Turquie.³⁵ Par ailleurs, Ülker envisageait de participer aux appels d'offres de l'industrie de défense concernant un marché de 100 milliards de dollars jusqu'en 2025, alors que Kombassan, Yimpaş, Ittifak et Adım Holding cherchaient à y participer en consortium. La plus grande réussite de ces entreprises dans le cadre des privatisations, a été l'achat, par Kombassan en 1997, pour une valeur de plus de 35 millions de dollars, de PETLAS, entreprise publique qui avait alors le monopole du marché domestique dans le secteur de production des pneus des avions militaires et qui exportait aussi dans plus de soixante pays étrangers dont les pays d'Europe.³⁶

Ces appels d'offres étaient ouverts dans le cadre du programme d'approvisionnement des forces militaires turques pour dix ans (1997-2006). Pour la première fois, ce programme, organisé par le Secrétariat de la Défense privilégiait les entreprises turques. Promettant des gains importants, il a donc été un enjeu économique crucial pour les grandes holdings. L'ordre de l'état-major général d'exclure les entreprises de la bourgeoisie islamique des

³⁵ Uzunay, Birol, « Mamullerimizin Hiçbirinde İrtica Yoktur » [Aucun de nos produits ne contient de l'islamisme réactionnaire], *Aksiyon*, 14 juin 1997, no. 132.

³⁶ Cette vente a été annulée en 2000 par le Conseil d'Etat parce que Kombassan Holding, ayant déposé 3 millions 600 000 dollars, n'avait pas versé ce qu'il s'était engagé à payer.

appels d'offres publics visait à favoriser le grand patronat dont la position au sein du marché intérieur n'avait jamais été jusqu'ici concurrencée. C'est pour cette raison que le TÜSİAD a assisté aux campagnes de diffamation contre le gouvernement de RP et a donné son appui à l'intervention militaire du 28 février ainsi qu'à l'ordre de l'état-major d'exclure ces entreprises³⁷. Il a aussi entrepris des campagnes publiques accusant le MÜSİAD de corruption et de transferts monétaires illégaux.³⁸ Le grand patronat cherchait à la fois d'affaiblir la position économique et l'image publique du MÜSİAD.

L'étude du processus du 28 février dans l'optique du MÜSİAD permet de saisir le conflit patronal qui se jouait entre la grande bourgeoisie assise sur ses prérogatives et la nouvelle bourgeoisie islamique en croissance. Les procès intentés contre les membres du celui-ci ou les campagnes publiques contre l'association sont restés limités aux strates supérieures. Ce sont notamment les dirigeants de l'association et les chefs des grandes entreprises concentrées dans des grandes villes qui ont été attaqués judiciairement et politiquement par le Conseil national de sécurité. Les entrepreneurs enquêtés en Anatolie n'ont pas évoqué d'impact de cette stigmatisation institutionnelle sur l'évolution de leurs vies professionnelles. La grande majorité des membres, constituée de petits commerçants et industriels produisant pour les marchés locaux de leur province, n'a pas été directement affectée. En raison de leur taille et du périmètre local de leurs productions, les PME n'étaient pas en mesure de défier l'équilibre du pouvoir des grandes holdings et n'attiraient pas particulièrement l'attention de l'*establishment* laïque en tant que menace à la laïcité. Le processus du 28 février était effectivement un enjeu politique et économique entre l'élite républicaine du pouvoir et les nouvelles élites islamiques. Sur le plan juridique et politique, l'élite républicaine et la bourgeoisie étatique ont rétabli leur pouvoir et consolidé le statu quo, bien que ce soit à court terme.

Les impacts du processus du 28 février sur le mouvement islamiste en général et sur le MÜSİAD en particulier se regroupent en trois catégories.

Premièrement, ce processus a mis en évidence que tout acteur, indépendamment de son champ d'activité, qui se positionne dans l'espace public en référence identitaire ou idéologique avec l'islam sera publiquement étiqueté comme une source de menace pour le

³⁷Buğra, Ayşe, *op. cit.*, 1998, p. 534.

³⁸Öniş, Ziya, Türem, Umut, *op. cit.*, 2001.

régime laïque et pour l'Etat républicain. Ces acteurs ne seront plus tolérés par l'*establishment* – les militaires, le grand patronat, la société civile laïque – et ils n'auront par conséquent qu'un espace d'activité contraint et qu'une durée limitée.

Deuxièmement, le capital islamique idéologiquement réapproprié et politiquement mobilisé a perdu de sa rentabilité et s'est transformé en un signe de stigmatisation politique et un motif de perte économique.

Troisièmement, l'islam tel qu'il est politiquement idéologisé dans une perspective fondamentaliste par la contre-élite islamiste, comme étant le remède absolu aux problèmes socio-économiques, n'est plus compatible avec les envies personnelles, les ambitions professionnelles et les intérêts économiques de la nouvelle bourgeoisie islamique qui se projette déjà dans la société de marché, la démocratie libérale, la modernité consumériste et dans l'économie globale.

Par conséquent, les élites islamiques se sont trouvées dans l'obligation d'inventer de nouveaux modes d'articulation entre le passé et l'avenir qu'ils pourraient mettre en œuvre légitimement dans le système et qui seraient compatibles avec leur individualité. C'est pour cette raison que le processus du 28 février est analysé comme le déclencheur d'une réflexion sur soi chez les acteurs islamiques et islamistes, d'une remise en question de leurs conditions et de leurs appartenances identitaires dans l'objectif d'une coexistence légitime dans l'espace public. Le rapport à l'islam s'est émancipé des formes fondamentalistes et étatisées de l'islam. Les modalités de l'articulation de l'islam dans la vie publique sont donc devenues subjectives et flexibles. L'islam public prend désormais des formes capitalistiques, démocratiques et rationnelles. En Turquie, le rapport à l'islam est donc aujourd'hui sécularisé et est réapproprié non pour rétablir un certain Âge d'Or, mais dans l'espoir de maîtriser son avenir dans le contexte de ce capitalisme global dont les règles échappent aux individus.

La consolidation de la bourgeoisie islamique après le 28 février 1997

Par rapport à la situation de l'association dans les années 2000, un fondateur disait que le « *MÜSİAD s'est consolidé. Le garçon est devenu un jeune homme.* ». Depuis sa fondation, l'association n'a pas cessé son élargissement organisationnel national et international ni interrompu ses activités malgré l'intervention militaire du 28 février 1997. Tout en s'adaptant aux nouvelles dynamiques de la politique nationale et de l'économie mondiale,

l'association a adopté la politique d'adhésion à l'Union européenne et a renforcé ses relations commerciales avec les pays européens. Elle s'est donc transformée et s'est institutionnalisée. La continuité du développement de l'organisation a consolidé une conscience collective d'être « müsiadien » et un sentiment d'appartenance à cette communauté par une identité patronale, une éthique du travail, un attachement à l'organisation.

L'autonomisation du MÜSİAD, issue de la remise en question du positionnement économique et politique dans le sens de la neutralisation du rapport à l'islam politique, de l'europanisation et de la professionnalisation, est l'indice de l'enracinement de la bourgeoisie islamique en tant que groupe social dans les structures de modernisation et de globalisation. A travers les activités du MÜSİAD dont la réussite a été reconnue lors de la crise de 2001, la nouvelle bourgeoisie islamique s'est montrée consciente de son pouvoir et capable d'action collective.

Le nombre de entreprises affiliées au MÜSİAD en mesure de figurer sur la liste des plus grandes entreprises de la Chambre d'industrie d'Istanbul a doublé de 2003 à 2004 passant de quatre à huit.³⁹ C'est la preuve de l'enrichissement économique de ces entrepreneurs, de la modernisation et de la professionnalisation de ces entreprises industrielles.

Le président du MÜSİAD, M. Ömer Cihad Vardan, dans la conférence de presse suivant la réunion du conseil général, le 6 mai 2010, a déclaré : « *L'association représente 15 000 entreprises qui assurent un million deux cent mille emplois. Nos membres font dix-sept milliards de dollars d'exportation et une production de quatre-vingt milliards de dollars.* ».⁴⁰

Ces chiffres témoignent de la puissance économique de la communauté du MÜSİAD.

Le 14 septembre 2009, le dirigeant du parti kurde, le Parti de la Turquie démocratique (DTP – Demokratik Türkiye Partisi), M. Ahmet Türk a rendu visite, avec une délégation de son parti, au MÜSİAD pour demander le soutien du MÜSİAD pour la démocratisation en faveur de la minorité kurde. Cette démarche est un indicateur de la reconnaissance de l'association en tant qu'acteur important de la vie publique et de son pouvoir en tant que groupe de pression.

³⁹*Yeni Şafak*, 7 août 2005.

⁴⁰*Sabah*, 7 avril 2010.

Le 13 mai 2010, les titres à la une de la presse étaient « La rencontre historique »⁴¹, « La première visite depuis 20 ans »⁴². Il s'agissait de la première rencontre – publique et officielle –, le 12 mai 2010, du président du MÜSİAD, Ö. C. Vardan avec la présidente du TÜSİAD, Mme Ümit Boyner, à l'invitation de cette dernière.⁴³ Dans le communiqué de presse, les deux présidents ont déclaré avoir échangé sur la crise économique et ses effets problématiques sur l'économie de la Turquie dans l'objectif de trouver des solutions en collaboration. L'invitation du MÜSİAD par le TÜSİAD pour un échange et une consultation illustre un changement de ce dernier qui considère donc le MÜSİAD pour la première fois comme un interlocuteur et un partenaire potentiel. Elle atteste de plus que le MÜSİAD s'est consolidé comme une association patronale qui a qualité pour donner avis sur les questions économiques.

L'association ayant gagné de la notoriété professionnelle et du prestige social, le MÜSİAD est devenu un pôle d'attraction pour les patrons de PME ayant l'ambition de grandir et de s'engager dans le marché international et un point saillant dans la communauté patronale d'autant plus que l'affiliation à l'association est devenue un facteur de performance économique et un signe de distinction sociale. Cette affiliation qui fonctionne comme un mécanisme de réussite professionnelle est également devenue un mécanisme d'ascension sociale et un moyen d'intégration de l'entrepreneur parmi les élites. La fonction émancipatrice et intégratrice de l'association provoque donc la montée en puissance de la bourgeoisie islamique de manière à dépasser l'élite laïque établie et sa contribution à la création d'une nouvelle société.

La nouvelle bourgeoisie au pouvoir

Si le MÜSİAD est le représentant patronal de cette bourgeoisie islamique, l'AKP est son instrument politique. Les élites du MÜSİAD se sont intégrées dans l'organisation de l'AKP depuis la fondation de ce dernier en 2002. Depuis l'arrivée de l'AKP au pouvoir en 2002, l'engagement politique se manifeste systématiquement dans le cadre de ce parti. Le premier

⁴¹*Haber7*, 12 mai 2010.

⁴²*Haberortak*, 13 mai 2010.

⁴³*Radikal*, 15 mai 2010. Cette rencontre a été critiquée dans les milieux islamistes de gauche. Ali Bulaç, intellectuel islamiste éminent, a déclaré à propos de cette visite : « Le MÜSİAD est devenu comme le TÜSİAD ». Bulaç, Ali, « MÜSİAD Tüsiadlaştı », *Ekoayrıntı*, 20 mai 2010 ; « TÜSİAD ile MÜSİAD'in Izdivacı » [Le mariage du TÜSİAD et du MÜSİAD], *Zaman*, 19 mai 2010.

gouvernement de l'AKP en novembre 2003 comptait vingt-trois membres du MÜSİAD parmi ses 363 députés.⁴⁴ Après la deuxième victoire de l'AKP en 2007, le nombre des députés membres du MÜSİAD est passé à trente sur 341. Suite aux élections législatives du 12 juin 2011, ils sont à ce jour vingt-trois à siéger au parlement, dont vingt députés de l'AKP sur 327 et trois du MHP sur 53.

Les membres du MÜSİAD ne sont pas seulement candidats aux élections, ils prennent aussi des responsabilités dans les organisations provinciales du parti. La grande majorité des chefs d'entreprises enquêtés ont déclaré leur affiliation active dans les assemblées provinciales du parti. L'affiliation au MÜSİAD est devenue en elle-même une source de capital politique qui permet l'accès aux responsabilités politiques.

Il existe par ailleurs une forte circulation des élites du MÜSİAD vers les positions de responsabilité dans les chambres de commerce et d'industrie, bien qu'avec des variantes provinciales. L'adhésion aux chambres est obligatoire pour tout homme d'affaires comme condition préalable à l'exercice de sa profession. Or, l'engagement dans leur administration relève de l'ordre de l'engagement civique car il s'agit d'une mobilisation volontaire pour prendre des responsabilités dans ces structures publiques officiellement chargées de l'organisation et de la régulation des affaires publiques de la communauté économique. Les chefs d'entreprises affiliés au MÜSİAD se font élire dans les assemblées, les comités sectoriels et les conseils d'administration des chambres de commerce et d'industrie aussi bien que ceux du TOBB au niveau national.

Un chef d'entreprise dans le secteur de la construction métallique à Sakarya, affilié au MÜSİAD depuis 2005, explique que cette procédure électorale pour les élections des chambres engendre un déficit démocratique et un problème de représentativité : ils sont mis au courant des élections par hasard s'ils lisent l'annonce dans la presse locale, passent dans les locaux de la chambre et font attention aux panneaux d'affichage. Il souligne que les élections se jouent sur de fortes mobilisations communautaires et qu'il voudrait que les hommes d'affaires soient personnellement et directement informés.

L'intégration dans l'administration des chambres relève donc d'une action collective et de la mobilisation des ressources. La diffusion des informations officielles concernant les élections, la préparation des listes de candidats et les contacts pour convaincre les électeurs

⁴⁴Duran, Burhanettin, Engin, Yıldırım, « Islamism, Trade Unionism and Civil Society : The Case of Hak-İş Labour Confederation in Turkey », *Middle Eastern Studies*, March 2005, Vol. 41, No. 2, p.243.

nécessitent une forte mobilisation de ressources matérielles et immatérielles. Les groupes qui ont cette capacité ont plus de chance d'intégrer leurs candidats dans l'administration de la chambre de leur province.

Le MÜSİAD a une présence forte lors de ces élections. Il est particulièrement puissant dans le champ corporatiste de Konya. C'est la ville, après Istanbul, dans laquelle l'association recense le plus grand nombre de membres : 270 adhérents soit 359 entreprises. Hüseyin Üzülmöz, fondateur et premier président du MÜSİAD Konya entre 1993 et 1996, a été élu en 1995 à la présidence de la Chambre de Commerce de Konya (KTO) où il exerce toujours ses fonctions. Les adhérents du MÜSİAD ont actuellement un poids très important dans l'administration du KTO : trois sur onze des membres du conseil, le président et les trois vice-présidents de l'assemblée ainsi que plusieurs responsables des comités professionnels sont des chefs d'entreprises affiliés au MÜSİAD. Quant à la Chambre d'Industrie de Konya (KSO), les élites du MÜSİAD sont aussi dominantes. En 2007, la totalité du conseil d'administration de la chambre se composait des membres de l'association. En 2010, leur présence s'est renforcée : ils occupent non seulement tous les sièges du conseil d'administration mais ils constituent également la majorité (vingt-quatre sièges sur quarante-sept) dans l'assemblée du KSO.

Depuis 2005, le MÜSİAD s'impose dans l'administration de la Chambre de commerce d'Istanbul (ITO). La branche locale de l'association est la plus grande en termes de membres (1102) et d'entreprises (1322). Les élections à l'ITO importent plus que celles des autres chambres provinciales et sont un enjeu national. Avec ses 350 000 adhérents enregistrés, l'ITO est la plus grande chambre de commerce de Turquie et la troisième du monde. Tous les quatre ans, 257 membres sont élus à l'assemblée et 347 membres pour les 70 comités professionnels. Istanbul, la capitale économique de la Turquie abrite les plus grands conglomérats, l'ITO possède donc une puissance économique incontestable. Il dispose de plus d'une influence politique. Aussi, les élections de l'assemblée, du conseil d'administration et de la présidence se déroulent-elles comme une bataille entre les groupes patronaux. Elles témoignent de la cristallisation des enjeux de pouvoir entre les entreprises, les associations patronales et les partis politiques.

Jusqu'aux années 2000, l'ITO a traditionnellement été administrée par les patrons des plus grands conglomérats de Turquie affiliés au TUSİAD alors que les PME n'étaient pas en

mesure de faire contrepoids dans les élections et ne disposaient pas d'une représentation suffisante.

La domination du TÜSİAD a été, pour la première fois, défiée en 1995 lorsque le MÜSİAD, en s'appuyant sur son alliance avec le RP au pouvoir, a tenté de faire élire ses membres aux positions de responsabilité à l'ITO. Il a failli déposséder celui-ci de la présidence⁴⁵ et cette tentative a été un réel défi à la domination indiscutable de la grande bourgeoisie stambouliote dans le champ patronal.

Le MÜSİAD a placé son premier « intrus » aux hauts échelons de l'administration de l'ITO le 15 mars 2005 lorsque Murat Yalçıntaş, fils d'un membre du TÜSİAD, membre du MÜSİAD, fondateur et vice-président de l'organisation métropolitaine de l'AKP à Istanbul, a été élu président de l'ITO en éliminant le candidat du TÜSİAD, Mehmet Yıldırım président depuis dix ans, par 120 voix contre 106.⁴⁶ M. Yalçıntaş a pris la présidence de l'ITO, fonction qu'il occupe toujours en 2012. Dans la liste de M. Yalçıntaş, appelée « Groupe de Changement » (Değişim Grubu), six membres du MÜSİAD ont été élus au conseil d'administration de l'ITO.

Quatre ans après, le 2 février 2009, le quotidien *Vatan* a titré sur les résultats des élections de l'ITO : « l'ITO est devenu le MÜSİAD ! »⁴⁷. M. Yalçıntaş est de nouveau sorti victorieux de ces élections, surnommées la « bataille de l'AKP », contre un autre candidat du MÜSİAD, Ibrahim Çağlar, qui se présentait sur une liste avec sept membres de l'association. Lorsque M. Yalçıntaş a assuré la présidence de l'ITO pour la deuxième fois, I. Çağlar a été élu à la présidence de l'assemblée de l'ITO.

Ce résultat a été interprété comme « la victoire du MÜSİAD qui s'efforçait de dominer l'ITO depuis longtemps »⁴⁸. L'association grâce au soutien et à la capacité de mobilisation massive de sa branche d'Istanbul, a fini par s'imposer dans les hauts échelons de l'administration patronale de la capitale économique du pays. Elle a obtenu la majorité absolue dans l'administration de l'ITO avec la quasi-totalité du conseil d'administration, soit neuf membres sur dix, et une forte présence dans les comités professionnels. Le président actuel du MÜSİAD, M. Ömer Cihad Vardan est membre de l'assemblée de l'ITO, quatre membres

⁴⁵Bulut, Faik, *Tarikat Sermayesinin Yükselişi* [La montée du capital des confréries], Istanbul, Doruk Yayınları, 1997, p. 31.

⁴⁶*Vatan*, 16 mars 2005.

⁴⁷*Vatan*, 2 février 2009.

⁴⁸*Ibid.*

sur six du comité de discipline sont aussi des adhérents. En outre, ils sont nombreux (onze membres sur trente) parmi les délégués de l'ITO au Conseil général du TOBB.⁴⁹

Par ailleurs, la victoire aux élections de l'ITO symbolise la consolidation du pouvoir de la nouvelle bourgeoisie dans l'économie grâce à un autre indice. Lors des élections, sur la liste de M. Yalçıntaş, il y avait sept membres du MÜSİAD et trois autres hommes d'affaires affiliés à deux autres associations patronales qui pouvaient être considérées comme des représentants mineurs de la bourgeoisie islamique.⁵⁰ C'étaient la Confédération des hommes d'affaires et des industriels de Turquie (TUSKON – Türkiye İşadamları ve Sanayiciler Konfederasyonu) et l'Association des hommes d'affaires des lions d'Anatolie (ASKON – Anadolu Aslanları İşadamları Derneği), respectivement fondées par les initiatives de Fethullah Gülen et de N. Erbakan et connues pour leur orientation islamique. Deux de ces élus ont changé d'affiliation en rejoignant le MÜSİAD après les élections, décision qui illustre la consolidation incontestable du MÜSİAD en tant qu'association patronale dominante.

Avec le changement de direction dans l'ITO, de nouvelles entreprises, dont la majorité sont des PME, ont supplanté les positions hégémoniques de grandes holdings comme Sabancı, Koç, Tekfen, Doğuş.⁵¹ Les nouveaux patrons de la communauté commerciale stambouliote ont ainsi acquis une représentation nouvelle, une reconnaissance et une visibilité progressive dans l'espace public. C'est cette bourgeoisie qui commence à avoir la parole sur la régulation de la communauté économique et l'évolution économique du pays. C'est en ce sens que l'expression « en Turquie, le capital a changé de main » est justifiée. Ces résultats doivent être interprétés comme le signe de la consolidation du pouvoir de la nouvelle bourgeoisie islamique et comme l'institutionnalisation de sa victoire sur la grande bourgeoisie laïque et la fin du monopole absolu de cette dernière dans l'histoire économique de la République.

⁴⁹Toutes les chambres de commerce et d'industrie envoient une délégation représentative au Conseil général du TOBB. *İTO Haftalık Gazete*, 6 mars 2009.

⁵⁰Les membres du MÜSİAD au Conseil d'administration de l'ITO sont Murat Yalçıntaş, Şekip Avdagiç, Mehmet Develioğlu, İsrail Kuralay, Dursun Topçu, Muhammet Yenel, Abdullah Çınar. Les deux autres membres sont Murat Sungurlu, affilié au TUSKON et Ertuğrul Yavuz Pala et Abdullah Çınar affiliés à l'ASKON. Ce sont Y. Pala et A. Çınar qui ont rejoint le MÜSİAD dont ils sont toujours membres.

⁵¹En ce qui concerne la compétition pour le pouvoir patronal entre les grandes entreprises et les P. M.E., il faut aussi ajouter qu'aux élections de la Chambre d'industrie d'Istanbul (ISO), les P. M.E. sont pour la première fois entrées dans l'administration en 2009. Cette insertion institutionnelle des P. M.E. dans les structures du pouvoir national est un indicateur significatif de leur développement dans les dynamiques remodelées par le système de production flexible depuis les années 1980.

Conclusion : la bourgeoisie islamique, porteur du changement social en Turquie

« *The history of men is the history of continuous replacement of élites : as one ascends, another declines.* »⁵²

Depuis les années 2000, la Turquie connaît, outre des changements économiques et politiques, des transformations des mentalités et des conduites de vie en lien avec la place de l'islam dans la modernité ainsi qu'une remise en question des valeurs établies – la laïcité, le rôle de l'armée, la définition d'être « turc » –, des représentations de sa place dans le monde – les questions du néo-ottomanisme –, des définitions de son passé – redécouverte du passé ottoman, les débats sur la question arménienne et l'identité kurde –, de son évolution et de son avenir – le processus d'adhésion à l'UE et les nouvelles coalitions internationales.

La formation d'une classe est un travail d'énonciation, c'est-à-dire la quête d'un nouveau monde moral, des formes de communauté différentes, d'autres possibilités de construction de la société moderne.⁵³ La bourgeoisie islamique grâce à ses représentants politiques, économiques et sociaux, s'est chargée d'un rôle actif et déterminant dans cette reconsidération globale et rapide de la société turque.

Organisées en un groupe d'intérêt actif, présentes dans toutes les sphères de la société civile et consolidées dans les structures de pouvoir, les élites issues de cette nouvelle bourgeoisie mettent en œuvre une aptitude à gouverner et agissent également sur la structure et le fonctionnement de l'organisation sociale dans le pays. Elles sont aussi porteuses d'un capital culturel et d'un esprit du travail fortement imprégnés de l'islam et proposent ainsi un modèle de changement social différent de celui de la modernisation occidentaliste, de la sécularisation didactique et de la laïcité autoritaire porté jusqu'ici par les élites laïques républicaines. Par ailleurs, ces nouvelles élites islamiques sont également différentes des contre-élites islamistes parce que leur rapport à l'islam n'est ni doctrinaire ni idéologique. Elles semblent également désengagées de l'islamisme politique. L'islam est pour elles une source morale et fait partie intégrante des mœurs anatoliennes. Pour elles, c'est un signe de

⁵²Pareto, Vilfredo, *The Rise and the Fall of Elites : an application of theoretical sociology*, Totowa, N. J., Bedminster Press, 1968, p. 36.

⁵³Thompson, Edward P., *op. cit.*, p. ix.

distinction sociale et un facteur de réussite sociale. Elles extériorisent leur fort attachement personnel à l'islam dans l'espace public comme une caractéristique authentique de la culture nationale dans l'organisation et le fonctionnement de la société.

La volonté de la nouvelle bourgeoisie de profiter du changement social et d'exercer son influence sur l'avenir du pays en ce qui concerne l'organisation sociale aussi bien que les orientations internationales est très nette. Pourtant, l'influence d'une élite sur le changement social est considérablement liée, outre sa position de pouvoir, au fait que sa supériorité qui est « la combinaison de sa performance économique et politique et de la valeur attribuée à ses actions qui font objets de sa performance »⁵⁴, soit désirée et accessible. Le pouvoir de l'élite réside aussi dans sa capacité de proposer un modèle apprécié pour le développement social et considéré comme digne d'être suivi.

L'*imitabilité* est facteur déterminant de l'influence des élites sur la transformation des sociétés⁵⁵. Les présentations de la « supériorité générale » supposée de l'élite – ses intérêts et ses goûts, sa manière d'être, son esprit et sa vision morale –, c'est-à-dire son capital culturel, doivent non seulement susciter le désir de la collectivité mais qu'elles doivent également être jugées comme atteignables et imitables. L'*imitabilité* de ses qualités de prééminence est une source de pouvoir parce qu'elle suppose un type d'influence indirecte. C'est la communication discursive et performative par cette élite de ses conditions matérielles, de ses préférences politiques, de ses orientations morales et de ses caractéristiques culturelles. En incarnant quotidiennement un esprit et une conduite de vie, l'élite imitable engendre le changement social. Elle détermine ainsi, ses compétences, ses idéaux et ses réussites comme nouveaux critères de prééminence.⁵⁶ C'est ainsi que l'élite sociale entreprend une reconfiguration de l'idéal de la société.

La définition de la culture du pays est un enjeu de pouvoir entre les élites surtout dans des périodes de changement rapide dans lesquelles les conceptions se confrontent.⁵⁷ Cette rivalité se produit aujourd'hui en Turquie dans le champ bourgeois entre l'ancienne bourgeoisie laïque et la nouvelle bourgeoisie islamique. Il existe un certain nombre de points sur lesquels les deux bourgeoisies convergent. Toutes les deux promeuvent une

⁵⁴Coenen-Huther, Jacques, *Sociologie des élites*, Paris, Armand Colin, 2004, p. 106.

⁵⁵Nadel, Siegfried F., « The Concept of Social Elite », *International Social Science Bulletin*, 1956, vol. 8, p. 418.

⁵⁶*Ibid.*, p. 423.

⁵⁷*Ibid.*, p. 420.

gouvernance efficace, une démocratisation, l'europanisation, le libéralisme économique et le progrès technologique. Toutes les deux sont les porteurs de l'esprit rationnel et pragmatique du capitalisme valorisant la performance et le profit. Leurs rapports avec l'économie manifestent également un consumérisme progressif.

Elles diffèrent pourtant essentiellement par rapport à leurs présentations culturelles concernant la place de l'islam dans l'organisation sociale. La bourgeoisie laïque représente la continuation de l'occidentalisation républicaine. Or, la nouvelle bourgeoisie islamique promeut une modernisation présentée comme authentique pour la Turquie. Cette authenticité est prétendue être assurée par la mise en relief des signes, des symboles et des traditions anatoliennes et islamiques.

Les élites du TÜSİAD et celles du MÜSİAD représentent ces deux bourgeoisies dans le champ patronal. Ce n'est pas seulement un conflit patronal, les responsables du deuxième le transforment en une opposition morale et culturelle. Le dirigeant d'une des plus grandes entreprises adhérentes, distingue le MÜSİAD du TÜSİAD et du reste de la communauté économique turque ainsi : « *Le TÜSİAD, ce ne sont que quelques holdings. Du reste, les hommes d'affaires honnêtes ayant le potentiel de développement et de l'éthique sont au MÜSİAD.* ».

Ces propos qui remettent en cause l'éthique du travail du grand patronat représenté par le TÜSİAD font penser aux hommes d'affaires puritains étudiés par Max Weber. Ces derniers considéraient les grands capitalistes suspects au plan éthique.⁵⁸ Dans une perspective de rivalité et d'imitation, les membres du MÜSİAD expriment une critique morale par rapport aux grandes holdings représentées par le TÜSİAD. Ils supposent qu'elles ont des pratiques rentières et qu'elles se sont développées grâce aux privilèges de l'Etat. Tandis qu'ils se considèrent comme des industriels ayant progressé sans aucun soutien étatique, sur leur propre capital économique et en respectant la morale. Ils affirment aussi qu'ils servent le développement économique et social du pays en produisant dans le secteur réel et en créant de l'emploi. Cette opposition avec la bourgeoisie du TÜSİAD relève du travail de construction symbolique du groupe et renforce la conscience collective de la bourgeoisie islamique autour de l'éthique du travail présentée comme principe important de division sociale et de vision politique.

⁵⁸Weber, Max, *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 2003, p. 248.

Dans cette compétition culturelle, le modèle de supériorité des élites du MÜSİAD apparaît plus imitable en raison de leur proximité avec le peuple. C'est d'abord une proximité économique parce que la nouvelle bourgeoisie se constitue principalement des patrons de PME. Le capital économique qu'elle représente, contrairement au grand capital du TÜSİAD, est d'une taille modérée et il est présenté comme relativement facile à créer grâce au travail opiniâtre, au dynamisme entrepreneurial et à l'éthique du travail. Ces PME représentent également une proximité spatiale avec la société parce qu'elles sont dispersées dans les provinces de l'Anatolie alors que les grands conglomérats sont concentrés aux hinterlands des métropoles et surtout dans la région d'Istanbul. Les PME font toujours partie de l'économie locale, leurs patrons sont présents dans la vie de la localité. Cette bourgeoisie présente un modèle d'entreprise concret et accessible et donc davantage imitable. Enfin, les élites du MÜSİAD disposent d'une proximité culturelle plus importante avec le peuple. Dès la fondation, elles se positionnent en opposition ethico-culturelle avec les élites du TÜSİAD et en faveur du *peuple*, des *gens d'en bas*. Elles se présentent comme le défenseur des intérêts du « capital anatolien » face à l'élitisme de la grande bourgeoisie. Dans un discours simpliste, elles privilégient la supériorité du travail opiniâtre des entrepreneurs anatoliens sur l'activité rentière des patrons d'Istanbul. Elles critiquent le modèle de développement occidentaliste des élites laïques et construisent leur propre modèle de développement économique et de modernisation sur le conservatisme anatolien et ses sensibilités islamiques. La forte présence de la nouvelle bourgeoisie islamique dans l'espace public élève la culture anatolienne au rang de nouvelle « culture de référence » du pays et valorisent donc le peuple qui s'identifie avec cette culture.

La proximité avec la majorité de la population sur les plans économique, géographique et culturel devient ainsi une source importante d'*imitabilité* en faveur du modèle de changement social développé et présenté par la nouvelle bourgeoisie. La nouvelle bourgeoisie islamique acquiert donc plus de possibilités d'imposer des genres de vie et de conduite en Turquie en faveur de ses intérêts, ses manières d'être, ses valeurs et ses idéaux d'accent islamique.

Pourtant, la consolidation du rapport à l'islam comme un principe de vision dans l'espace public est un processus différent de la réislamisation. L'influence de la nouvelle bourgeoisie islamique dans le changement social préserve la démocratisation, la consolidation de la

société de marché et la globalisation comme principes du développement social. Elle entraîne l'intégration du rapport à l'islam dans la vie sociale et dans la formule politique du changement. L'islam joue un rôle dans l'organisation sociale du pays comme un principe de division sociale, un critère éthique de prééminence, un facteur de réussite sociale et un signe de distinction. Il est également davantage mis en valeur dans les relations de la Turquie à l'international comme principe de vision, élément d'alliance et comme particularité de la modernité turque différente de la modernité occidentale.

Toujours est-il que la présentation des sensibilités islamiques comme caractères essentiels de la culture anatolienne est une définition réductrice compte tenu de la pluralité culturelle qui a toujours existé en Anatolie. C'est un positionnement et un acte politiques qui renforcent la place de l'islam, qui n'est qu'un des repères culturels dans la matrice des identités de la société.

La bourgeoisie islamique est à ce jour très soudée, le statut du capital islamique se préserve par conséquent dans les réseaux de favoritisme jusqu'à ce que l'affinité islamique perde sa capacité de forger la convergence d'intérêt. Le discours de l'éthique islamique s'enracine comme critère de prééminence, facteur de performance et signe de distinction sociale. Cela renforce l'empreinte de l'islam sur l'organisation de l'espace public. Cette empreinte peut rester au niveau symbolique. Dans ce cas, l'islam public deviendra davantage ostentatoire puisque rentable et prestigieux et l'islam s'intégrera, en tant que *signe*, aux stratégies individuelles des acteurs au service de leurs intérêts dans une logique de conformisme et de pragmatisme. Par ailleurs, cette empreinte peut aussi provoquer une moralisation de l'espace public. C'est une variante de ce que André Comte-Sponville appelle « l'angélisme religieux », situation dans laquelle la religion s'impose pour définir le bien et le mal, le légal et l'illégal et le vrai et le faux⁵⁹. Cependant, il est peu probable que l'islam s'impose comme principe régulateur dans les champs économique, technique et légal. Mais, il surgit dans les discours et les pratiques des acteurs en quête d'ascension sociale et comme source morale d'autorité lors des enjeux sociaux et en tant qu'élément de présentation dans des débats publics. La mise en scène des *sélectivités islamiques* est sans doute la bonne stratégie sociale en Turquie actuelle.

⁵⁹Comte-Sponville, André, *Le capitalisme est-il moral ?*, Paris, Albin Michel, 2004, p. 117-118.

Le MÜSİAD, bien que davantage élitiste, reste une association patronale professionnelle ouverte aux nouveaux adhérents à condition qu'existent une certaine affinité culturelle et une convergence d'intérêt. En tant qu'association patronale, il s'engage pour avancer les intérêts de classe de ses membres. La bourgeoisie islamique est en phase avec les dynamiques du monde actuel. Les jeunes générations promettent davantage d'ouverture d'esprit. L'embourgeoisement du rapport à l'islam peut sans doute créer une modernité authentique en Turquie. Ce, sous deux conditions : qu'il ne soit pas monopolisé par des organisations islamiques de type communautariste et moralisant ayant la prétention de définir la bonne manière d'être musulman et que les acteurs porteurs du changement restent en résonance avec la pluralité de styles de vie et respectent la démocratie, le droit à la différence et le principe de méritocratie. ■

UN CONFLIT PATRONAL ET SES ENJEUX CULTURELS : LA BOURGEOISIE LAÏQUE VERSUS LA BOURGEOISIE ISLAMIQUE EN TURQUIE

Par Dilek Yankaya⁶⁰ / *Docteur en science politique. Chercheuse en sciences sociales et consultante en stratégie.*

OBSERVATOIRE DE LA TURQUIE ET DE SON ENVIRONNEMENT GEOPOLITIQUE / 4 JANVIER 2012

© IRIS

TOUS DROITS RÉSERVÉS

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercoeur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

F. + 33 (0) 1 53 27 60 70

iris@iris-france.org

www.iris-france.org

www.affaires-strategiques.info

⁶⁰ dilekyankaya@yahoo.com. Ce texte est tiré de la thèse soutenue le 8 mars 2011 à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris et en cours de publication : *La nouvelle bourgeoisie islamique : le modèle turc*, PUF, 2012.